

Faire face, ensemble, aux catastrophes

Guy Paillotin

Secrétaire perpétuel
de l'Académie d'agriculture de France
<corinne.migne@paris.inra.fr>

Pour la deuxième fois en cinq ans, et c'est pour moi un grand honneur, René Lésel m'invite à rédiger un éditorial pour les *Cahiers Agricultures*. Mais aujourd'hui, il s'adresse au Secrétaire perpétuel de l'Académie d'agriculture de France avec la claire intention, tout à fait partagée, d'enrichir nos collaborations.

Notre Compagnie a quelques raisons de croire en son avenir alors même qu'elle est née il y a près de deux siècles et demi. Ne rassemble-t-elle pas 420 membres et correspondants, dont 120 étrangers, principalement francophones, issus de disciplines scientifiques diverses, mais aussi de tous les secteurs de l'économie ? Elle peut croire en son étoile, mais cela ne suffit pas. Il convient également que ce « désir d'être » rencontre une demande, un besoin, un espoir venu de l'extérieur de l'Académie. Or, comment ne pas être frappé par la distance qui semble aujourd'hui prévaloir entre ceux qui savent, ceux qui décident d'avec ceux dont on veut en principe le bien ? C'est ce rôle d'intermédiation que s'est fixé notre Académie parce que c'est un besoin évident et qu'elle pense avoir les moyens d'y faire face. Pour cela, elle organise, autour de thèmes essentiels pour l'avenir de nos sociétés, des débats très ouverts, sans chercher à déboucher sur des prescriptions autoritaires, mais sans pour autant renoncer à la rigueur de sa démarche intellectuelle. Ce faisant, notre Académie veut répondre positivement à deux interrogations :

- Y a-t-il encore dans l'évolution de nos sociétés une place pour la raison et la sagesse, certains diront pour l'éthique ?
- Y a-t-il encore, dans le « concert des nations » une place pour un discours d'espoir venu de la francophonie ?

Pour mettre en pratique ces bonnes résolutions, notre Compagnie a choisi de consacrer une grande part de ses travaux au développement durable. Elle a pour

cela épousé l'ambition exprimée il y a près de vingt ans par M^{me} Brundtland qui proposait d'articuler au mieux croissance économique, préservation des intérêts des générations futures en matière de santé et d'environnement et équité.

Nous avons examiné cette question sous bien des aspects, locaux, globaux, économiques, environnementaux sans négliger la question de l'équité. À cet égard, sans remettre en cause les vertus de la libéralisation des échanges commerciaux, nous avons mis très nettement en cause ses effets sur le développement. L'accès des plus pauvres aux lourds investissements que requiert l'essor de l'agriculture, notamment en matière de recherche, d'innovation et de formation, ne semble pas pouvoir être le simple produit de la mondialisation des échanges dont rien n'indique qu'ils soient en eux-mêmes équitables.

Cependant ce n'est pas sur ce point, pourtant important, que je voudrais insister, mais sur un débat de fond qui prend de l'importance, en France comme ailleurs. Le souci d'un développement durable a engendré une attitude, plus ou moins controversée, celle de la précaution, et celle-ci s'est traduite sur le plan pratique, notamment en France, par la mise en œuvre, y compris au plan institutionnel, du principe de précaution.

Et voilà que des philosophes, soucieux pourtant du développement durable, mettent en question ce fameux principe, et je citerai bien sûr Jean-Pierre Dupuy qui propose comme second terme d'une alternative insuffisamment discutée, la notion de « catastrophisme éclairé ».

Que reproche en premier lieu Jean-Pierre Dupuy au sacro-saint principe de précaution ? C'est en quelque sorte de rester « en ligne » avec l'existant, de l'améliorer au coup par coup, au mieux des contraintes du moment. Donnons de cela un exemple concret, très familier à ceux qui s'intéressent à l'agriculture.

J'ai donné moi-même un peu de corps à ce qu'on appelle en France « l'agriculture raisonnée », en clair une agriculture productive respectueuse de l'environnement. Cette idée a naturellement suscité des controverses. La plus intéressante est venue de ceux qui pensent qu'il convient de changer radicalement de méthode de production agricole. À moyen terme, ils ont raison ; à court terme, ils risquent d'être improductifs.

Mais je ne voudrais pas m'arrêter à cette opposition entre le court et le moyen terme. Jean-Pierre Dupuy va plus loin : il avance que nous restons aveugles devant les risques les plus évidents que court notre planète et que l'amélioration au cas par cas de l'existant n'est qu'une façon parmi d'autres de consolider cet aveuglement.

Il y a au moins deux problèmes où on ne peut pas lui donner tort. Il s'agit de l'énergie et du changement climatique dû à l'effet de serre, deux questions très liées au demeurant.

Restons un court instant en France : les modèles prédictifs des météorologues sont sans ambiguïté. Nous assisterons sur notre territoire dans dix ou vingt ans, demain par conséquent, à des changements climatiques qui remettront en question les modes de production agricole que nous connaissons. Or, ce qui est frappant, c'est qu'en dehors des recherches forestières et peut-être viticoles, cette donnée est largement absente des réflexions les plus prospectives de notre recherche agronomique nationale ou européenne.

Bien sûr, on pourrait avancer que les changements climatiques envisagés seraient une telle catastrophe qu'il s'avérerait illusoire de vouloir les pallier et qu'il faudrait s'en remettre à la chance. Or cela n'est pas exact. C'est même là qu'on trouve à parts égales les limites du principe de précaution et du catastrophisme éclairé. Les conséquences du changement climatique dans nos zones tempérées seront rudes, mais elles peuvent être, avec un minimum d'investissements consentis dès aujourd'hui, notamment de la part de la recherche, assez efficacement surmontées. Notre aveuglement s'apparente assez à une fuite de nos responsabilités face aux générations futures et si un tel jugement devait être porté à l'encontre du principe de précaution, comment le soutenir plus avant ?

L'aveuglement que je viens d'évoquer est encore plus manifeste lorsqu'on regarde l'Afrique. C'est tout à l'honneur de la Communauté européenne d'avoir créé un observatoire pour ce continent, dont la mise en œuvre a été confiée au Centre commun de recherche. Que nous dit d'ores et déjà cet observatoire ? Que le changement climatique est à l'œuvre en Afrique. Il en résulte une forte instabilité des populations et d'importants flux migratoires transfrontaliers, y compris vers l'Europe. C'est près de 20 millions de personnes qui sont aujourd'hui concernées par ces migrations avec leur cortège d'urbanisation sauvage, de dégradation des sols, de déforestation, et donc de misère durable.

À cela vont s'ajouter les conséquences de la tension énergétique et donc de l'aug-

mentation du coût de l'énergie. Le recours à la biomasse risque de produire, à son tour, des tensions insupportables sur la production alimentaire. Notre Compagnie a d'ailleurs décidé d'examiner sérieusement cette question.

La catastrophe est devant nous, visible, criante, et comme Jean-Pierre Dupuy, je crois qu'il est de première urgence de la mettre en évidence, de montrer qu'elle ne trouvera des solutions que dans des voies autres que celles du respect, à la petite semaine, du principe de précaution.

Mais alors que faire ? D'abord ne pas cacher l'urgence des problèmes, sinon on risque l'anesthésie des esprits ; ensuite, refuser une confiance aveugle dans les solutions à l'emporte-pièce comme celle des organismes génétiquement modifiés, même s'ils peuvent être, ce qui reste à démontrer, un outil efficace pour sortir de l'impasse ; enfin et surtout, promouvoir un sursaut de l'imagination des chercheurs à l'échelle internationale.

La référence à l'échelle internationale n'est pas une simple incantation. Les migrations que j'ai évoquées rendent *de facto* improductives, voire contre-productives, les initiatives purement nationales. Notre pays, qui investit assez fortement dans la recherche pour le développement, se doit d'être un aiguillon dans l'effort entrepris par l'Europe pour se préoccuper lucidement de l'avenir de l'Afrique. Saisissons cette occasion unique de rayonner autrement qu'en opposition avec l'Amérique du Nord. C'est bien sur cette base-là qu'il me semble plus qu'utile que notre Compagnie fonde son partenariat avec les *Cahiers Agricultures*. ■